

Message de la « Lettre de Liaisons » à la conférence annuelle de l'Alliance for Workers Liberty

Chers camarades,

Depuis de nombreux mois maintenant, la gauche française est divisée en deux camps autour de la question du référendum qui se tiendra le 29 mai prochain pour approuver ou rejeter le projet de traité constitutionnel européen (TCE).

Ce qui unit les bourgeoisies d'Europe, c'est le besoin d'avoir un point d'appui commun contre leurs classes ouvrières respectives. Mais les choses s'arrêtent là ! Une fois établis le grand marché unique et la règle du jeu qui laisse toute liberté au renard dans le poulailler, les contradictions de la concurrence et de la rivalité qui sont à la base du fonctionnement du capitalisme vont être portées à un niveau plus élevé.

Si l'on a l'unité des bourgeoisies européennes contre les salariés, pour autant, on est encore loin de la fusion du capital, loin d'un Etat fédéral unifié, car chaque bourgeoisie soutient deux fronts : celui de la lutte de classe interne contre « sa » classe ouvrière, dans le cadre de chaque Etat national, et celui, externe, de la compétition exacerbée avec ses rivales pour la profit, pour lequel l'appareil d'Etat de chaque bourgeoisie, avec son armée, sa police, sa diplomatie, est mobilisé.

Parmi les grands Etats européens, chaque bourgeoisie rêve de croquer les autres mais certainement pas d'être absorbée par sa voisine et rivale ! Quant aux petits Etats, leurs bourgeoisies joueront leur place par le biais de combinaisons diplomatiques instables et changeantes avec les grandes, elles-mêmes liées entre elles en plusieurs alliances bancales, dans le cadre des rivalités qui mèneront à des crises dans tous les domaines.

Ce traité, qui n'est pas une constitution mais qui veut se faire passer pour telle, est le fruit de la diplomatie des coulisses, dans le dos des peuples. Cette constitution n'en est pas une : elle ne résulte pas d'un processus constituant démocratique mais de marchandages basés sur la règle du consensus, c'est-à-dire la loi du plus fort et le pouvoir de la minorité de blocage – la Convention présidée par Giscard n'a été élue par personne et durant ses travaux, elle n'a jamais voté sur aucun texte !!! Cette constitution ne se contente pas de fixer la règle du jeu, elle prétend donner le résultat du jeu à l'avance pour l'éternité.

C'est pourquoi nous disons : l'Union européenne n'est pas l'Europe unie ! Cette unité de l'Europe, voie de passage obligé dans la lutte pour le socialisme et la démocratie, ne nous est pas offerte par la bourgeoisie, même de façon incomplète ou déformée. L'Europe unie, les Etats Unis d'Europe, socialistes et démocratiques, ne peuvent surgir que de l'union libre des peuples, donc de la lutte unie des travailleurs du continent contre tous les patrons, contre tous les Etats y compris ce proto-Etat européen.

Et cette lutte ne peut connaître d'issue positive que par le démantèlement des actuelles institutions européennes qui sont faites pour étouffer les aspirations des peuples. A la différence de ce que l'on a pu connaître dans l'histoire du mouvement ouvrier européen, avec des expériences gouvernementales durant lesquelles des partis réformistes ont pu apporter quelques améliorations aux travailleurs, améliorations qui étaient le plus souvent le sous-produit des vagues révolutionnaires ou pré-révolutionnaires non menées à leur conclusion, l'actuelle construction institutionnelle européenne est d'emblée faite pour interdire toute avancée pour les travailleurs.

Les règles du jeu (celle de l'unanimité pour les domaines social, fiscal et environnemental opposée à celle de la majorité qualifiée pour le domaine économique) sont établies pour empêcher toute harmonisation sociale. Cette dernière est d'ailleurs explicitement interdite dans le texte ! Tout est fait pour empêcher l'expression démocratique des peuples et des travailleurs, tout est verrouillé pour empêcher le moindre aménagement démocratique ou social.

Notre analyse est que non seulement les acquis sociaux des travailleurs sont menacés mais aussi les acquis démocratiques, dont la laïcité. Les peuples ne pourront plus exprimer leur volonté dans les urnes ; les exécutifs et organismes « indépendants » (dont le plus célèbre est la Banque centrale européenne) n'auront plus de comptes à rendre devant les électeurs, la loi ne sera pas établie par les votes d'un parlement européen qui ne dispose que de très peu de pouvoir en matière d'initiative législative, mais par des juges non élus fabriquant le droit, le droit du contrat commercial contre le droit légal, égal pour tous, car au-dessus planera le carcan constitutionnel prévu pour cet effet.

Ainsi tout parti qui se présentera aux élections avec une volonté d'harmoniser par le haut les salaires et les conditions de travail, d'instaurer un salaire minimum européen, de réduire de façon concertée le temps en travail en Europe, de (re)nationaliser une activité, ou de construire un nouveau service public, de taxer les capitaux ou les

flux financiers, de réduire les dépenses militaires, aura un programme déclaré anti-constitutionnel au regard du texte du TCE !

La différenciation au sein du mouvement ouvrier européen entre soutiens et opposants du TCE doit être encouragée et fécondée de façon révolutionnaire.

Ce que nous avons vu – et pour lequel nous avons apporté notre contribution au plan politique ou syndical – dans le PS, dans les syndicats (notamment la mise en minorité de la direction confédérale de la CGT par le « parlement » de la confédération exprimant la volonté de la base au CCN des 2 et 3 février 2005), dans les divers comités locaux agissant pour la victoire du NON (il y en a plus de 800 actuellement en France), c'est le reflet du mouvement de notre classe qui a combattu en mai-juin 2003 par la grève, qui s'est exprimé dans les urnes en donnant la majorité à la gauche aux régionales puis aux européennes en 2004, et qui cherche à battre Chirac et Raffarin et à les mettre dehors !

Cette montée du NON de gauche, s'affichant résolument pro-européen, social et démocratique, en lien avec les conflits sociaux des derniers mois, a marginalisé le NON de droite souverainiste qui dispose, lui, de la bienveillance logistique des médias afin de faire peur aux électeurs de gauche qui hésitent encore.

Alors que ces lignes sont rédigées, nous sommes dans l'attente du déroulement de la journée de grève du 16 mai contre la volonté du gouvernement de faire travailler gratuitement une journée les salariés. Le lien est immédiat entre cette journée de grève et le vote sanction que nous appelons le 29 mai contre le TCE et contre Chirac. La victoire revendicative et la victoire politique contre le gouvernement et le MEDEF sont liées : les directions syndicales ont tout fait pour que cette journée ne soit pas une grève générale unitaire appelée nationalement. Si, le 16 mai, la grève est un succès, ce sera grâce à l'affirmation du rejet de la politique de Chirac et Raffarin par la masse des travailleurs, par le travail des équipes syndicales combattives et militantes ! Un succès de la grève trouvera son prolongement dans le rejet de Chirac comme du TCE le 29 mai prochain.

Nous attirons votre attention sur le fait que l'issue du scrutin en France va avoir des répercussions sur les évolutions au sein des partis et des syndicats sociaux-démocrates : en Belgique, en Allemagne et en Suède où des ailes gauches vont chercher à s'appuyer sur une victoire du Non. En Espagne, où le vote au parlement a déjà eu lieu, des députés du PSOE qui ont voté OUI font machine arrière... sous l'influence de la campagne pour le NON de gauche en France.

Dans la CES, la victoire du NON va signifier une claque à cet état-major de bureaucrates, qui s'est permis de prendre position en faveur du TCE sans avoir consulté la base, plus souvent occupé à faire antichambre dans les institutions de l'UE qu'à relayer les aspirations des syndiqués de base.

Loin de craindre une vague de chauvinisme en France comme en Europe, nous pensons qu'au contraire, une victoire du Non en France va être un stimulant pour la lutte des classes en Europe, contre les politiques libérales et anti-sociales. A partir de cette victoire, on peut assister à un début de regroupement européen des travailleurs contre les bourgeoisies. Pour le dire par une boutade : on n'a jamais si peu chanté la Marseillaise dans le mouvement ouvrier français ! Parce que les pro-Oui ont fait de *l'Hymne à la joie* leur tube du printemps ! Parce que les pro-Non entonnent *l'Internationale*, le chant du rassemblement des travailleurs contre tous les exploités !

Nous pensons qu'une attitude abstentionniste, lors du référendum en GB en mars 2006, n'aiderait pas à l'expression des travailleurs contre la bourgeoisie, contre son projet constitutionnel, laisserait le champ libre aux démagogues de droite (comme UKIP) ou de gauche (comme Galloway et ses porteurs d'eau de Respect ! et du SWP). Est-ce que UKIP et Galloway peuvent défendre les droits des travailleurs, les droits démocratiques, les droits des femmes, la laïcité, eux qui ne sont ni socialistes, ni féministes, ni laïques, ni démocrates ? Non, seuls les travailleurs peuvent et doivent se défendre par eux-mêmes ! Et la tâche des socialistes est de les aider dans ce sens. (...)

Le comité de rédaction de la Lettre de Liaisons, le 15 mai 2005.

Sur le web : http://site.voila.fr/bulletin_Liaisons/index.html

*** La campagne du non ne conduira pas à une Europe meilleure**

**Réponse de Martin Thomas (Alliance for Workers Liberty)
au groupe Liaisons**

Concernant le référendum sur le TCE, il faut à notre avis prendre un peu de recul et analyser les questions dans une perspective plus large et à plus long terme. Depuis les années 60, les camarades qui sont aujourd'hui au sein de l'Alliance for Workers Liberty ont dû participer à plusieurs discussions nationales très animées sur les grandes tendances de l'évolution de la politique européenne.

Nous avons d'abord eu le débat sur l'entrée de la Grande-Bretagne (en 1972-1973) dans ce qui s'appelait alors le Marché commun, puis le référendum sur le retrait de la Grande-Bretagne en 1975. Il y a eu ensuite l'agitation contre le Traité de Maastricht en 1992, traité qui exigea l'établissement d'une politique étrangère commune de l'Union européenne, donna des pouvoirs limités au Parlement européen, et définit les conditions nécessaires à la création de l'euro. (Des référendums furent organisés à Maastricht en France et au Danemark, et une importante campagne fut menée pour qu'un référendum soit organisé en Grande-Bretagne).

Le gouvernement britannique a promis la tenue d'un référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'euro [ce texte a été écrit avant le 29 mai 2005, *NDLR*], et maintenant, plusieurs référendums concernant le projet de constitution sont prévus en Europe.

A chaque fois, les gouvernements nous ont mis devant l'alternative suivante : soit vous acceptez l'intégration européenne (selon nos conditions), soit vous la rejetez. Il n'y a avait pour eux pas d'autres choix possibles.

Selon nous, la réponse correcte de la classe ouvrière est d'opposer la solidarité et la démocratie des travailleurs à l'échelle de toute l'Europe aux deux termes de cette alternative bourgeoise. Nous trouvons opportune l'intégration capitaliste de l'Europe et entendons même y trouver des points d'appui, mais pour cela nous voulons que la classe ouvrière affirme ses propres intérêts, d'une façon militante, indépendante, en recherchant le maximum d'avantages pour le prolétariat dans ce processus largement « progressif », mais nous n'acceptons pas passivement les structures bureaucratiques des dirigeants européens, ni des mesures comme la création, par le traité de Maastricht, d'une Banque centrale européenne qui échappe totalement au contrôle des électeurs, ni la politique de libre concurrence défendue par l'Union européenne.

A notre avis, la façon la plus efficace de faire connaître nos idées fondamentales est

1) de vigoureusement refuser que le « oui » et le « non » des débats bourgeois définissent tout le champ des possibilités,

2) de s'abstenir dans les référendums aux choix truqués.

En Grande-Bretagne, au cours des dernières années, notre position a rencontré une forte sympathie dans l'extrême gauche (une large majorité à la conférence de la Socialist Alliance en 2001, par exemple). Une campagne pour le « non » à l'occasion des référendums britanniques sur l'euro ou la Constitution européenne serait évidemment dominée par le Parti conservateur et la presse du milliardaire réactionnaire Murdoch, qui, vu les relations spéciales qu'entretient le capital britannique avec les Etats-Unis, veulent restreindre l'intégration européenne et les risques (pour eux) d'harmonisation sociale que cette intégration pourrait apporter. De nombreux militants comprennent le sens de notre position qui se différencie fortement du camp de Murdoch et des conservateurs tout en n'endossant pas le point de vue de la Banque centrale européenne.

Cela n'a pas toujours été le cas en Grande-Bretagne. En 1975, la campagne du « non » (qui s'opposait au fait que la Grande-Bretagne reste dans l'Union européenne) a été presque entièrement dirigée par la gauche travailliste, les syndicats, le Parti communiste et la gauche révolutionnaire. Beaucoup de ces gens disaient qu'ils étaient favorables à une Europe unie, oui, mais seulement une Europe socialiste, pas cette Europe capitaliste. Les partisans du « oui » se trouvaient dans la droite du Parti travailliste et chez les conservateurs. La droite conservatrice anti-européenne était marginale.

Mais le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne nous aurait-il rapproché d'une Europe socialiste ? Non.

En 2005, la campagne du non en France a été menée par la gauche, principalement le Parti communiste et certains dirigeants dissidents du Parti socialiste.

Mais comparons le référendum sur le TCE avec celui sur la république en Australie en 1999. Les monarchistes ont fait profil bas et laissé la campagne du non être dirigée par des gens du Parti travailliste et des cercles plus à gauche que le Parti travailliste qui ont rejeté la proposition républicaine parce que ce modèle de république

proposé leur paraissait trop défectueux. Si les monarchistes avaient bruyamment défendu leur position, ils auraient poussé de nombreux électeurs à voter « oui » (et ils étaient parfaitement conscients de ce risque) ; mais leur discrétion n'a pas empêché que la victoire du « non » soit en fait une victoire pour les monarchistes (la question de la république sera rediscutée dans un futur lointain et indéfini). Le résultat n'a pas été ce que la « gauche du non » prédisait : l'organisation rapide d'un nouveau référendum qui aurait avancé un meilleur modèle de république.

Le Front national français et les gaullistes de droite constituent à eux deux une force plus importante que le camp conservateur du non en Grande-Bretagne en 1975. Ils ont fait profil bas parce qu'ils savaient qu'une victoire du non servirait bien davantage leurs objectifs (ralentir l'intégration et l'élargissement de l'Europe) que ceux de la « gauche du non », qu'il s'agisse de ceux qui avaient des illusions sincères sur les effets de la victoire du non ou des démagogues cyniques comme certains dirigeants du PS.

De plus dans quelle mesure le « non de gauche » est-il vraiment de gauche ? Lutte ouvrière, par exemple, a justifié son vote en faveur du non, cette fois-ci, en affirmant que désormais les partisans du non se déclarent en principe pro-européens alors que, lors du référendum de Maastricht, leur campagne était plus nationaliste. Mais cela signifie seulement que le Parti communiste français est passé d'une position hostile à l'Europe à son acceptation, du moins dans le principe. Le PCF est-il plus à gauche aujourd'hui qu'en 1992 ? Les dirigeants du PS favorables au non comme Laurent Fabius sont-ils plus à gauche qu'auparavant ? Les partisans du non affirment que les grandes menaces contre la démocratie, les emplois et les acquis sociaux proviennent de l'Union européenne et non des patrons de chaque pays : cette idée qui ne sert qu'à faire diversion est-elle plus à gauche qu'auparavant ? Non.

En Australie, le groupe Workers Liberty a appelé à voter « oui ». Même une république étriquée vaut mieux qu'une monarchie et la campagne du non en faveur d'une « meilleure république » (avec un président directement élu) ne représentait pas un choix plus efficace. L'augmentation des pouvoirs du Parlement européen prévue par le TCE n'est pas suffisante, si on la compare aux centaines de pages de rhétorique néolibérale et bureaucratique, pour justifier de voter oui lors de ce référendum sur le TCE. De toute façon, il n'est pas exclu que le non français inquiète les eurocrates et les pousse à faire une concession quelconque.

Mais d'un autre côté il n'y a aucune chance que le non conduise à remettre en cause les traités de Nice et d'Amsterdam, l'Acte unique européen et le traité de Rome, pour les remplacer par des traités « sociaux européens ». Une victoire du non ne conduira pas la Banque centrale européenne à « rendre des comptes aux électeurs » !

Elle ne conduira pas à « démanteler les institutions européennes existantes », ni par une révolution socialiste européenne, ni, et heureusement, par une désintégration de l'Europe semi-unie et un retour à des nations protectionnistes aux frontières renforcées.

En somme, nous assisterons à une augmentation des marchandages inter étatiques pour que l'Europe fonctionne avec les traités existants ou bien pour trouver un nouveau schéma plus limité pour accélérer la prise de décisions dans une Union européenne à 25 aux structures peu maniables en raison du nombre de participants. Et il n'y aura sans doute aucun bouleversement spectaculaire.

Oui, l'Union européenne, c'est l'unité européenne « d'une façon incomplète et déformée ». Nous voulons que l'unité européenne se réalise « dans le cadre du combat pour le socialisme et la démocratie » mais, si nous ne sommes pas suffisamment forts pour l'obtenir de cette façon, et nous ne le sommes pas, alors l'histoire ne s'arrêtera pas. Le capitalisme progresse à sa façon, de manière destructrice, au profit de la classe dominante. La tâche des marxistes n'est pas de stopper le développement capitaliste mais de lutter contre le capitalisme à l'intérieur même de ce développement, et de promouvoir cette lutte, à travers ce développement, vers le socialisme.

Martin Thomas

(Alliance for Workers Liberty)